

Le budget—M. Crosbie

Qu'est-ce que le gouvernement a fait du crédit d'impôt à l'énergie qui aurait empêché que cela se produise? Si cela risquait de se produire l'année dernière, cela se produira aussi cette année. Le niveau de vie des Canadiens a baissé et le gouvernement ne fait rien pour les aider. Nous avons fait quelque chose pour les aider. Voici maintenant la dernière déclaration lugubre qu'a faite le ministre de l'Industrie et du Commerce à l'époque où il était critique financier. Elle figure à la page 2299 du *hansard*:

Le budget s'attaque essentiellement au gagne-petit.

Et c'est bien de mon budget que parlait le député à ce moment-là. Il disait ensuite:

S'il décide de fumer une cigarette ou de prendre un verre pour se consoler de ce budget conservateur, le gagne-petit subira encore une fois les conséquences injustes du budget.

Pourtant, qu'est-ce que le ministre des Finances a fait le 21 avril? Il a augmenté la taxe sur les cigarettes et l'alcool malgré ce qu'avait déclaré le critique financier de son parti, ce qui veut dire que les Canadiens ne peuvent même plus se consoler des conséquences de son budget. Le ministre des Finances s'est laissé fléchir un peu dans le cas des vins fortifiés, mais je lui signale que je l'avais fait avant lui. J'avais promis aux habitants de la péninsule du Niagara il y a plusieurs mois que je m'occuperais de leur vin fortifié. Je suis heureux de voir que le ministre ait rempli ma promesse.

Je ne veux pas parler trop longtemps, mais il est difficile de faire autrement. Je laisserai les autres députés commenter le reste de l'exposé budgétaire. La caisse de 40 milliards de dollars ne donnera rien. Les Canadiens verront ce qui se sera produit dans quatre ans, et ce qui serait arrivé s'ils avaient suivi le programme Clark-Crosbie. Ils érigeront des statues en l'honneur de Clark et de Crosbie partout au Canada.

M. Clark: Bravo!

M. Crosbie: J'espère qu'ils érigeront au moins une statue.

M. Clark: Deux statues côte à côte.

M. Crosbie: Les Canadiens vont se rendre compte que les hausses suscitées par le régime que préconise le ministre seront de beaucoup plus élevées que celles que nous proposons. Je ne veux pas m'attarder trop longtemps sur cette question mais le déficit budgétaire est quelque chose sans importance pour le NPD qui n'a que faire des déficits. Les néo-démocrates n'ont jamais connu autre chose que des déficits dans leur existence et il leur importe peu que le pays en soit coulé. Un déficit c'est quelque chose d'important et quand il ne cesse de s'accroître il devient à peu près impossible de vaincre l'inflation.

Si les députés ne me croient pas, alors je leur demanderai de consulter le gouverneur Bouey. Je me recommande du gouverneur Bouey et de centaines d'autres économistes. Le ministre des Finances est maintenant dans la confiance du gouverneur de la Banque du Canada; il le suit pas à pas, orteil contre orteil et je n'en dirai pas plus. S'il prête l'oreille à ce que le gouverneur lui dira, il comprendra que son déficit prodigue est nettement inflationniste. Le déficit a grimpé à au-delà de 14 milliards de dollars. Il est de 3.6 milliards plus élevé qu'il ne l'aurait été sous notre gouvernement. Notre déficit pourrait avoir augmenté—je vous le concède—de quelques centaines de millions de dollars du fait que le fléchissement économique est plus prononcé que nous ne l'avions prédit. Notre déficit aurait pu augmenter quelque peu. Mon voisin de pupitre n'aurait peut-être pas pu contenir les dépen-

ses, parce que nous aurions perdu certaines recettes. Elles auraient pu augmenter, mais jamais de 3.6 milliards de dollars.

● (1620)

Quelle différence cela fait-il? L'argent doit être emprunté. Le gouvernement se procure une proportion de cette somme des fonctionnaires de l'État qui paient des pensions. Le gouvernement utilise cet argent—il l'emprunte. Si j'étais fonctionnaire, je m'inquiérais de l'argent que je verse à ces caisses de retraite, car la valeur de l'argent diminue constamment. De toute façon, le gouvernement s'en empare. En plus des quelques milliards qu'il pourra ainsi se procurer cette année, le gouvernement doit s'adresser aux marchés financiers pour emprunter—plus de 12 milliards de dollars cette année et une somme exorbitante l'an prochain et l'an suivant. Cela signifie qu'il livrera concurrence au secteur privé et à tous ceux qui veulent emprunter.

A moins que le gouverneur de la Banque du Canada n'augmente la masse monétaire, les taux d'intérêt augmenteront, parce que la demande sera plus considérable que l'offre. Si le gouverneur de la Banque du Canada n'ordonne pas l'impression de nouveaux billets, les taux d'intérêts auront tendance à monter. Cependant, ce dernier prétend qu'il n'est pas sage d'accroître la masse monétaire. Il dit que nous devons ralentir sa croissance le plus possible de manière à ce qu'elle corresponde mieux à l'augmentation de ce que nous produisons. Mais notre production n'augmente pas, monsieur l'Orateur; au contraire, le PNB est tombé de 1 p. 100 cette année.

Quoi qu'il en soit, le gouverneur de la Banque du Canada va bientôt devoir nous dire quelque chose comme «Non, je ne vais pas augmenter la masse monétaire rien que parce que vous ne voulez pas m'écouter, avec toutes vos politiques de lutte contre l'inflation. Cela ne donnera rien de bon que je le fasse. Nous l'avons déjà fait il y a des années, au milieu des années 1970, et nous avons vite été obligés de changer de politique. Nous n'allons pas recommencer maintenant.» Voilà ce qu'il va nous dire et j'espère qu'il tiendra son bout.

Cela signifie que les taux d'intérêts vont forcément augmenter, monsieur l'Orateur, parce que le gouvernement emprunte à coups de milliards et crée une forte hausse de la demande, ce qui va nuire au secteur privé. C'est cela qui rend le déficit inflationniste. Qu'est-ce que cela veut dire exactement? En réalité, cela signifie que ce déficit dissuade le secteur privé d'investir, de bâtir et de prendre de l'expansion. Pourquoi le ferait-il, quand le gouvernement se mêle de tout ce qu'il fait, un gouvernement qui ne se soucie guère de savoir s'il fait des bénéfices, qui menace de lancer l'Agence d'examen de l'investissement étranger à ses trousses, d'en accroître les effectifs de façon qu'ils puissent entrer chez lui—s'il appartient ne serait-ce qu'en partie à des intérêts étrangers—pour surveiller ce qu'il fait et lui dicter sa conduite. Voilà pourquoi nous devons nous inquiéter du déficit.

Pourquoi donc devons-nous également nous inquiéter du déficit, monsieur l'Orateur? Parce que nous allons payer cette année \$10,250 millions de dollars d'intérêt. Je m'adresse à tous les contribuables du Canada, qui habitent quelque part entre Saint-Jean (Terre-Neuve) et Victoria (Colombie-Britannique). L'ennui, c'est ce qui se passe entre ces deux villes. Je dis aux contribuables canadiens que sur quatre dollars qu'ils verseront au fisc, il y en a un qui servira à payer les intérêts sur la dette